



17 septembre : mobilisé·es pour un autre avenir !

jeudi 10 septembre 2020, par [Bariaud](#)



La CGT appelle à faire du 17 septembre une grande journée de grève et de manifestation interprofessionnelle ! La FERC appelle les travailleurs et travailleuses, les retraité·es, les privé·es d'emploi de l'éducation, de la recherche et Enseignement supérieur, de la formation professionnelle, du sport et de l'éducation populaire à rejoindre cette mobilisation.

Dès le début de la pandémie nous avons mis au cœur de nos revendications la protection de la santé de toutes et tous sur nos lieux de travail. Maintenant, face à la crise économique, nous devons protéger nos emplois, nos salaires et nos services publics. En effet, après quelques semaines de discours valorisant les « héros du quotidien » et dénonçant les trop bas salaires des travailleurs et travailleuses « premiers de corvée », le gouvernement Castex poursuit une politique qui consiste à faire payer la crise aux salarié·es, retraité·es et privé·es d'emploi.

Dans les entreprises la pression est mise sur les salarié·es pour arracher des baisses de salaire ou des augmentations du temps de travail en faisant du chantage à l'emploi. Dans les ministères, on nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour augmenter les salaires, améliorer les conditions de travail et recruter. Pourtant il y a des besoins énormes. En Italie ce sont 70 000 embauches qui ont été décidées et financées pour baisser les effectifs d'élèves par classe. En France aucune embauche, ni pour les écoles, collèges, lycées, ni pour les universités ! Alors que la crise sanitaire a démontré le besoin d'une recherche publique avec des budgets pérennes. Même Vidal se dévêtit pour faire passer en urgence sa Loi Pluriannuelle de Programmation de la Recherche (LPPR) qui va renforcer le financement par appel à projets et la précarisation des personnels de la recherche.

Le gouvernement annonce vouloir renforcer la formation professionnelle mais poursuit son travail

de casse de l'AFPA et limite l'accès aux formations qualifiantes ! La réforme des retraites, arrivée suite à la crise et à la pression mise par les mobilisations de cet hiver, réapparaît au fil des discours des ministères et du président de la République.

Le « plan de relance » du gouvernement Castex, en prolongeant les politiques libérales, n'est pas une réponse aux crises sociales, écologiques et sanitaires actuelles. La CGT défend la nécessité d'un plan de rupture pour transformer la société pour la rendre émancipatrice. Rompre, par exemple, avec l'argent distribué aux entreprises sans contrepartie et sans résultat : les aides versées doivent être conditionnées au maintien de l'emploi et à son amélioration.

Il est urgent de nous mobiliser pour imposer d'autres choix et exiger la revalorisation des salaires, avec une hausse forte et immédiate pour tous les plus bas salaires, des retraites et le dégel du point d'indice, un plan d'embauche sur des postes statutaires dans nos services publics et l'arrêt de la LPPR. Il y a urgence à développer la formation professionnelle, outil d'insertion, d'accès ou de retour à l'emploi et de transformation des modes de production. Les secteurs du sport et de l'éducation populaire doivent être soutenus par l'État et les collectivités territoriales. Les subventions aux associations doivent être maintenues et augmentées pour faire face aux besoins. La commande publique doit être développée pour promouvoir un accès à toutes et tous aux sports et aux activités éducatives et culturelles.

Le 17 septembre mobilisons-nous pour imposer d'autres choix !

Mardi 10 septembre 2020



La CGT appelle à faire du 17 septembre une grande journée de grève et de manifestation interprofessionnelle ! La FERC appelle les travailleurs et travailleuses, les retraité·es, les privé·es d'emploi de l'éducation, de la recherche et Enseignement supérieur, de la formation professionnelle, du sport et de l'éducation populaire à rejoindre cette mobilisation.

Dès le début de la pandémie nous avons mis au cœur de nos revendications la protection de la santé de toutes et tous sur nos lieux de travail. Maintenant, face à la crise économique, nous devons protéger nos emplois, nos salaires et nos services publics. En effet, après quelques semaines de discours valorisant les « héros du quotidien » et dénonçant les trop bas salaires des travailleurs et travailleuses « premiers de corvée », le gouvernement Castex poursuit une politique qui consiste à faire payer la crise aux salarié·es, retraité·es et privé·es d'emploi.

Dans les entreprises la pression est mise sur les salarié·es pour arracher des baisses de salaire ou des augmentations du temps de travail en faisant du chantage à l'emploi. Dans les ministères, on nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour augmenter les salaires, améliorer les conditions de travail et recruter. Pourtant il y a des besoins énormes. En Italie ce sont 70 000 embauches qui ont été décidées et financées pour baisser les effectifs d'élèves par classe. En France aucune embauche, ni pour les écoles, collèges, lycées, ni pour les universités ! Alors que la crise sanitaire a démontré le besoin d'une recherche publique avec

des budgets pérennes, Mme Vidal se démène pour faire passer en urgence sa Loi Pluriannuelle de Programmation de la Recherche (LPPR) qui va renforcer le financement par appel à projets et la précarisation des personnels de la recherche.

Le gouvernement annonce vouloir renforcer la formation professionnelle mais poursuit son travail de casse de l'AFPA et limite l'accès aux formations qualifiantes ! La réforme des retraites, arrêtée suite à la crise et à la pression mise par les mobilisations de cet hiver, réapparaît au fil des discours des ministres et du président de la république.

Le « plan de relance » du gouvernement Castex, en prolongeant les politiques libérales, n'est pas une réponse aux crises sociales, écologiques et sanitaires actuelles. La CGT défend la nécessité d'un plan de rupture pour transformer la société pour la rendre émancipatrice. Rompre, par exemple, avec l'argent distribué aux entreprises sans contrepartie et sans résultat : les aides versées doivent être conditionnées au maintien de l'emploi et à son amélioration.

Il est urgent de nous mobiliser pour imposer d'autres choix et exiger la revalorisation des salaires, avec une hausse forte et immédiate pour tous les plus bas salaires, des retraites et le dégel du point d'indice, un plan d'embauche sur des postes statutaires dans nos services publics et l'arrêt de la LPPR. Il y a urgence à développer la formation professionnelle, outil d'insertion, d'accès ou de retour à l'emploi et de transformation des modes de production. Les secteurs du sport et de l'éducation populaire doivent être soutenus par l'État et les collectivités territoriales : les subventions aux associations doivent être maintenues et augmentées pour faire face aux besoins, la commande publique doit être développée pour promouvoir un accès à toutes et tous aux sports et aux activités éducatives et culturelles.

Le 17 septembre mobilisons-nous pour imposer d'autres choix !